

Brochure n° 3122

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 454. – REMONTÉES MÉCANIQUES**  
**ET DOMAINES SKIABLES**

---

AVENANT N° 66 DU 24 NOVEMBRE 2016  
RELATIF À L'EXERCICE DE L'ACTION SYNDICALE

NOR : ASET1750832M  
IDCC : 454

---

Entre  
Domaines skiabiles de France

D'une part, et  
FGTE CFDT  
FNST CGT  
FNT CGT-FO

D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Afin de favoriser le dialogue social au sein de la branche, il avait été prévu à titre expérimental, pour une période de 2 ans et jusqu'en juin 2013, que domaines skiabiles de France prenne en charge certains frais exposés par les délégations syndicales de salariés.

Dans la même perspective, les partenaires sociaux ont décidé de prolonger l'expérimentation jusqu'à l'année 2017 incluse.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification*

Le 3 « Commissions paritaires » de l'article 7 « Exercice de l'action syndicale, des dispositions générales » de la convention collective nationale des remontées mécaniques et Domaines skiabiles est rédigé comme suit :

**« 3. Commissions paritaires**

Pour les salariés membres de la commission paritaire et dans la limite de 5 salariés par délégation, le temps de travail alloué pour participer aux commissions paritaires et aux réunions paritaires de la branche, décidées entre les organisations d'employeurs et de salariés signataires de la présente

convention, ou à la demande de son président, sera payé par l'employeur comme temps de travail effectif.

Ces salariés sont tenus d'informer préalablement leur employeur de leur participation à ces réunions et de demander son autorisation, qui leur sera accordée en principe, à moins que leur absence ne compromette la bonne marche de l'entreprise.

En outre, pour améliorer le dialogue social, dans la limite d'un budget annuel fixé (à titre expérimental jusqu'à l'année 2017 incluse) à 45 000 €, à répartir à parts égales entre les organisations syndicales de salariés représentées, les frais suivants sont pris en charge par Domaines skiables de France, sur justificatifs, au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit :

- trajets lieu de travail en saison d'hiver/lieu de réunion :
  - frais de voiture (puissance fiscale 7 CV), barème de l'administration fiscale ;
  - ou billets SNCF ou transports collectifs, base 2<sup>e</sup> classe ;
- frais de péage ;
- frais d'hébergement, lorsque nécessaire, barème ACOSS ;
- frais de repas, barème ACOSS ».

## **Article 2**

### *Suivi*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il fera l'objet d'un nouvel examen à la demande de n'importe quelle organisation signataire, sous réserve d'une demande adressée aux autres organisations signataires, sur la base d'un délai de prévenance d'au moins 1 mois.

## **Article 3**

### *Diffusion de l'accord*

Le présent avenant sera diffusé à l'ensemble des partenaires sociaux représentés dans la profession au jour de sa signature.

Il sera également diffusé aux entreprises adhérentes de Domaines skiables de France.

## **Article 4**

### *Dépôt*

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

## **Article 5**

### *Extension*

Les dispositions susvisées seront également soumises à la procédure d'extension prévue par le code du travail.

Fait à Chambéry, le 24 novembre 2016.

(Suivent les signatures.)